

Compte Rendu
Conseil Municipal

Présents

Bruno Loustalet
Philippe Maisonnas
Yannick Semay
Philippe Guillard
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Guy Caplat
Nicolas Zimerli
Marie Paule Dupuy-Roudel
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Kamel Mohammadi
Audrey Duprat
Serge Manié
Christian Julian

Excusés

Pouvoir

Séance du 13 novembre 2015

L'an deux mil quinze, le treize novembre à 19 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Josiane Brignone

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le vendredi 13 novembre 2015 à 19 h 30
Enregistrement intégral sans pause»

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande reçue par Mail de Mr Caplat concernant une modification à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mr Caplat demande que :

Dans le § 1 (CCMP/Contrat de Veille active) la phrase : « Mr Jullian demande la différence entre zones sensibles et veille active. Mr Caplat répond qu'il n'y a plus de distinguo entre zones sensibles et veille active ».

soit modifiée ainsi :

« Mr Jullian demande la différence entre zones sensibles et veille active.
Mr Caplat répond que ces deux choses ne sont pas comparables dans la mesure où « Veille active » s'applique à tout le territoire de la CCMP, d'où la demande qui nous est faite d'adhérer au système, avec un champ d'actions plus vaste».

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. DECISIONS BUDGETAIRES

Mr le Maire informe l'Assemblée des Décisions Budgétaires prises sur les dépenses imprévues :

- . n° 2015.30 pour un montant de 2.450 € portant sur les frais d'études PLU
- . n° 2015.31 pour un montant de 478 € portant sur l'acquisition d'une vitrine grillagée installée à l'école
- . n° 2015.34 pour un montant de 584 € portant sur l'acquisition de mobilier pour la cantine (suite à la création d'une 5^e classe)
- . n° 2015.37 pour un montant de 1.118 € portant sur l'annulation de titre RODP 2010 par Orange

3. TRANSFERT DE COMPETENCES TOURISME CCMP

Mr le Maire informe que la délibération a pour objet d'approuver l'inscription au statut de la CCMP, de la compétence obligatoire suivante : Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme, qui annule et remplace la compétence Soutien à l'office du tourisme communautaire.

Mme Borrel-Jeantan donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 15/05/01: TRANSFERT DE COMPETENCE TOURISME CCMP

Rapporteur : Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le Rapporteur rappelle que la loi L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales permet aux communes membres d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) de transférer à tout moment tout ou partie de leurs compétences.

Il informe que le Conseil Communautaire, par délibération du 09 juillet 2015, s'est prononcé en faveur du transfert de la compétence tourisme à la CCMP et à la création au 1^{er} janvier 2016, d'un Etablissement Public (administratif ou industriel et commercial) en charge de la promotion touristique.

La compétence actuelle de la CCMP en matière de tourisme ne permet pas en l'état de créer un tel établissement, le libellé de la compétence étant « soutien à l'office du tourisme communautaire ». Dans l'attente d'une révision générale des statuts initiée dans le cadre du projet de territoire actuellement en cours d'élaboration, et de la mise en concordance des statuts suite à l'approbation de la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015, d'effectuer une modification statutaire partielle.

Madame le Rapporteur informe que le Conseil Communautaire, par délibération du 06 octobre 2015 a décidé de transférer (compétence obligatoire de la loi NOTRe) la compétence tourisme avec pour objectif de créer au 1^{er} janvier 2016, un EPIC en charge de la promotion du tourisme.

Le Conseil,

Où les explications de Madame le Rapporteur et après en avoir délibéré,

- valide la compétence obligatoire suivante : « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » qui annule et remplace la compétence « soutien à l'office du tourisme communautaire ».

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. CONVENTION DE SECURITE INTERDEPARTEMENTALE DU GRAND PARC DE MIRIBEL JONAGE

Mr Zimerli donne lecture du projet de délibération.

19 h 39 : arrivée de Mme Berger

Mr Manié demande en quoi cela consiste en termes de mise en pratique (il n'a pas lu le document annexé), y a-t-il une coopération avec la Gendarmerie ?

Mr Zimerli précise que cela permet de mieux coordonner les services de Gendarmerie et Police Municipale sur le terrain au niveau local (sur deux départements).

Mr le Maire précise que l'aspect interdépartemental (Ain / Rhône) est important. Cela permet d'avoir un peu plus de fluidité et d'efficacité dans les actions.

**DELIBERATION 15/05/02 : CONVENTION DE SECURITE INTERDEPARTEMENTALE DU
GRAND PARC DE MIRIBEL JONAGE**

Rapporteur : Nicolas Zimerli

Monsieur le Rapporteur informe que l'implantation géographique du Grand Parc sur deux départements et onze communes rendant difficile la gestion de la sécurité sur le terrain avec une multitude d'acteurs (police nationale, gendarmerie nationale, polices municipales, services de secours des 2 départements, service information surveillance du parc), un contrat local de sécurité (CLS) a été signé le 3 mai 2004 entre la Préfecture de la région Rhône-Alpes et du Département du Rhône, la Préfecture de l'Ain, le Parquet du Procureur de la République de Lyon, le Parquet du Procureur de la République de Bourg-en-Bresse, le SYMALIM, la SEGAPAL, les onze communes du parc et la Société Lyonnaise de Transports en Commun (devenue Keolis).

Le CLS avait pour objectif de réduire les difficultés rencontrées en matière de sécurité par une plus grande coordination et concertation de l'ensemble des autorités présentes sur le territoire du parc. En 10 ans, le CLS a permis de renforcer les liens entre tous les acteurs chargés de la sécurité sur le Grand Parc, favorisant ainsi une meilleure connaissance collective du territoire, de ses usages, de ses contraintes et de ses enjeux.

La présente convention vise à poursuivre le travail engagé en remplaçant le contrat local de sécurité du Grand Parc par une convention de sécurité interdépartementale conformément aux préconisations de la nouvelle stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance 2013-2017, adoptée le 4 juillet 2013. Il s'agit d'un instrument opérationnel adapté aux spécificités du territoire du Grand Parc (espace naturel avec une forte fréquentation saisonnière, enjeu de protection de l'environnement) qui réunit l'ensemble des acteurs compétents en matière de sécurité.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Rapporteur,

- approuve le projet de convention de sécurité interdépartementale tel que présenté,
- autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. APPROBATION DU P.L.U.

Mr le Maire rappelle que 48 mois ont été nécessaires pour l'élaboration du PLU, trois équipes municipales ont travaillé sur le dossier, plus de 1.000 heures de travail, une enquête publique qui a mobilisé l'ensemble des Thilois. Aujourd'hui, il est temps de conclure ce processus administratif qui fait suite à l'avis du Commissaire Enquêteur et à l'enquête publique.

Il donne lecture à l'Assemblée du projet de délibération.

Mme Duprat souligne que les Thilois se sont manifestés et c'est très bien. Elle regrette qu'en zone UBa le PPRI autorisait sous prescription, la possibilité d'avoir une annexe ou cabane de jardin, c'est dommage car ce ne sera plus le cas. A l'avenir dans une zone rouge, (Zone Actinove), le BMX va sûrement se mettre en place et des bâtiments vont être installés, ce qui devrait être interdit, alors que les Thilois ne peuvent rien faire dans nos zones urbaines, c'est dommage alors que ça a été demandé plusieurs fois. Elle note que c'est une volonté de la Mairie de ne pas vouloir autoriser ce type de petits aménagements pour les maisons.

Mr Manié partage la remarque de Mme Duprat sur l'interdiction de toute construction sur la zone UBa, c'est excessif au regard du PPRI. C'est un choix politique de la commune qui n'était pas obligatoire. Il regrette que le PLU ne respecte pas encore le PPRI. Il y a encore violation de la norme supérieure qu'est le PPRI ; des parcelles qui normalement sont en zones rouges du PPRI, et qui deviennent bleues au PPRI de par le PLU. C'est problématique. Il ne sait pas si le Contrôle de légalité, peut-être, aimerait corriger au moins ces parcelles-là. En cas de sinistre, c'est la Mairie qui est responsable à long terme. Il regrette que le PLU ne soit pas en complète cohérence avec le PPRI. Il rappelle que ce PLU modifie le zonage du PPRI sur un certain nombre de parcelles. Il regrette également dans ce PLU, la décision d'avoir reporté à 2020 l'ouverture de la zone 1Au. Cela prive les propriétaires de l'utilisation libre de leur bien, ils ne peuvent construire librement sur leur terrain, par exemple pour leurs enfants, liés aux problématiques d'organisation, organiser un village de façon homogène, un certain nombre de logements sociaux à construire etc, c'est un mécanisme global, c'est dommageable pour les propriétaires.

Mr Jullian trouve dommage que certains propriétaires doivent aller devant le Tribunal Administratif et s'acquitter de frais pour revenir dans leur droit. Cela oblige des Thilois à dépenser des deniers alors que cela aurait pu se faire sans dépenses inutiles.

Aucune autre remarque n'étant apportée, Mr le Maire procède au vote de la délibération.

DELIBERATION 15/05/03 : APPROBATION DU P.L.U.

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que par une délibération en date du 11 mars 2010, le conseil municipal a prescrit la procédure de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU). Les orientations gouvernant la révision sont les suivantes :

- Maîtriser le développement de l'habitat notamment en envisageant pour les zones restant à urbaniser les règles applicables et leurs limites ;
- Intégrer les prescriptions réglementaires nouvelles issues du code de l'urbanisme ;
- Etablir un plan de zonage de l'assainissement qui intègre les contraintes territoriales ;
- Mener une réflexion thématique avec une approche environnementale, architecturale et paysagère ;
- Améliorer la qualité du cadre de vie, en créant des maillages entre les quartiers existants, en favorisant notamment des zones paysagères, des accès modes doux ;
- Veiller à un développement cohérent de l'activité économique.

Lors de cette phase de concertation, le conseil municipal a débattu sur un projet d'aménagement et de développement durables décliné en quatre orientations générales d'aménagement et d'urbanisme, à savoir :

- Orientation 1 : recentrer le développement dans l'enveloppe urbaine de la commune ;
- Orientation 2 : intégrer la réflexion intercommunale dans l'organisation des liaisons communales ;
- Orientation 3 : protéger et valoriser les paysages et l'environnement naturel, notamment la zone Natura 2000 ;
- Orientation 4 : adapter l'économie aux atouts propres au territoire.

La concertation s'est déroulée du 12 mars 2010 au 19 janvier 2015, date à laquelle le conseil municipal a décidé de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de PLU.

Conformément aux exigences procédurales du Code de l'urbanisme, le projet de PLU a ensuite été communiqué pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.121-4 et L.123-6 du code de l'urbanisme.

Les personnes publiques associées (PPA) ont chacune émis un avis favorable sur le projet. Parmi celles-ci, la Chambre d'agriculture a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ses observations principalement relatives à la préservation et la promotion des activités agricoles sur les secteurs classés en zone agricole ; le Département de l'Ain a émis un avis favorable en relevant que le projet urbain porté par la commune participait à une maîtrise de la consommation du foncier et à la prise en compte des problématiques environnementales et sociales sur le territoire ; la Communauté de communes de Miribel et du Plateau a émis un avis favorable sous réserve de l'intégration de remarques formulées en matière de logement et en matière de transport et de mobilité ; l'Etat a rendu un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ses remarques concernant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU 2020, concernant la gestion de l'assainissement et la préservation de la qualité des eaux, concernant l'environnement et concernant la cohésion sociale, la démographie et la densité urbaine ; le syndicat mixte du SCoT BUCOPA a émis un avis favorable tout en demandant l'intégration de ses observations formulées en matière de démographie, en matière de préservation des paysages et des espaces naturels, en matière de logement et de mixité sociale et en matière de préservation des espaces agricoles et de la ressource en eau ; la SNCF a émis un avis favorable sans réserve sur le projet de PLU. Suite à la désignation par le Tribunal administratif de LYON de Monsieur PAVIER en qualité de commissaire enquêteur, l'enquête publique s'est tenue du 22 juin 2015 au 22 juillet 2015.

La population thiloise s'est fortement mobilisée au cours de l'enquête publique, démontrant ainsi tout l'intérêt porté au projet de révision :

- 22 observations ont été consignées sur les registres d'enquête ;
 - 102 courriers et 2 pétitions ont été adressés au Commissaire enquêteur.
- Ces observations portent principalement :
- sur des demandes de changement de zonage, plusieurs administrés regrettant que le PLU soit plus restrictif que le PPRI ou que le PLU n'offre pas plus de possibilités de construction ou d'extension,
 - sur des demandes de reclassement des jardins privatifs situés en zone A,
 - sur des demandes de modification des règles de hauteur des murs et clôtures ainsi que des bâtiments,
 - sur des demandes d'instauration de prospects,
 - sur des demandes de plafonnement des proportions de logements sociaux imposés pour les nouvelles opérations de construction,
 - sur des demandes de protection à l'égard du risque d'inondation.

Le Commissaire enquêteur a rendu son rapport le 28 août 2015. Au terme de ce rapport, il conclut à un avis favorable sur le projet de révision du PLU, avec deux recommandations :

1. que les diverses requêtes des publics s'étant exprimés lors de l'enquête publique, à la vue des réponses adaptées apportées par le maître d'ouvrage, soient prises en compte, en veillant à ne compromettre, ni les équilibres à rechercher dans la gestion des espaces urbanisables, ni la cohérence à rechercher dans la densification autour et dans le centre bourg, ni la préservation des espaces agricoles et naturels, sans que cela remette en cause, ni l'opportunité du projet, ni l'intérêt général,
2. que les différentes remarques et préconisations des PPA et notamment celles de l'Etat soient intégrées dans le PLU.

Outre les corrections apportées pour supprimer les fautes de frappe, les avis exprimés par les PPA et le public lors de l'enquête publique justifient quelques modifications mineures du PLU :

- S'agissant de l'intégration par le PLU du risque d'inondation et de la problématique relative à la préservation de la qualité des eaux, un reclassement des terrains est effectué par croisement des cartes du PPRI et des périmètres de captage selon les principes suivants :
- ✓ Les parcelles bâties en zone urbaine classées en Bleue B2 au PPRI ont été classées en zone UA du PLU ;
 - ✓ Les parcelles bâties classées en Bleue B1 au PPRI et en zone NDi du POS ont été classées en zone UBa du PLU ;
 - ✓ Les parcelles bâties classées en Bleue B1 au PPRI et hors zone NDi du POS ont été classées en zone UB du futur PLU ;
 - ✓ Les parcelles non bâties classées en Rouge au PPRI ont été classées en zone Ap du futur PLU ;
 - ✓ Pour les parcelles situées sur deux zones du PPRI, le classement assurant la plus grande protection est retenu.
 - ✓ Une zone naturelle habitée, zone Nh, est créée pour les secteurs bâtis classés en zone UA dans le projet de PLU et situés dans le périmètre de protection des puits de captage.

En outre, la rédaction des dispositions des articles UB1 et UB2 est assouplie de manière à permettre les constructions d'habitations nouvelles en zone UB, sous la réserve expresse de respecter les dispositions du PPRI, et à permettre les extensions n'augmentant pas l'emprise au sol de la construction en zone UBa.

- S'agissant du logement social, le plancher de 30 % minimum par opération est supprimé.
Par ailleurs, les possibilités de construction d'un niveau supplémentaire pour ce type d'habitation sont encadrées.
- S'agissant des murs et clôtures, il est précisé que les murets à l'alignement de la voie publique sont possibles en zone UA dans la limite de 0,6 m de hauteur, ou au-delà en présence d'un mur contigu d'une hauteur supérieure.
- S'agissant de la prise en compte de l'environnement, les régimes des périmètres de protection des secteurs humides prévus par l'article L.123-1-5 III.2°) « Secteurs à pelouses sèches », « Secteurs humides de type forêt alluviale » et « Secteurs humides » ont été précisés.
Par ailleurs, les ICPE sont interdites en zone N.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.123-1 et suivants,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 11 mars 2010 prescrivant la révision du POS et l'élaboration du PLU et fixant les modalités de la concertation,
- Entendu le débat au sein du conseil municipal du 9 octobre 2014 sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 janvier 2015 arrêtant et tirant le bilan de la concertation
- Vu le projet de PLU et ses annexes, tels qu'arrêtés à l'occasion de la délibération du conseil municipal du 19 janvier 2015,
- Vu l'arrêté municipal en date du 30 mai 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du 22 juin 2015 au 22 juillet 2015 inclus,
- Vu le rapport et les conclusions de Monsieur PAVIER, Commissaire enquêteur, aux termes desquels il émet un avis favorable avec deux recommandations relatives à la prise en compte dans le PLU des observations du public et des remarques des PPA,
- Vu les avis des PPA et les observations du public lors de l'enquête publique ;
- Considérant que ces avis et remarques justifient que soient apportées quelques modifications mineures au projet de PLU ;
- Vu le PLU modifié et annexé à la présente ;
Après en avoir délibéré, le conseil décide
- D'adopter les modifications précitées ;
- D'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- Conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- Cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.123-25 du Code de l'urbanisme, le PLU approuvé est tenu à la disposition du public en Mairie de Thil, 340, rue de la Mairie aux heures et jours d'ouverture au public soit :
 - Le lundi de 8 h 30 à 12 h 00
 - Le mardi de 8 h 30 à 12 h 00
 - Le mercredi de 8 h 30 à 12 h 00
 - Le jeudi de 13 h 30 à 18 h 30
 - Le vendredi de 13 h 30 à 17 h 00
 - Le samedi de 10 h 00 à 12 h 00
- La présente délibération est exécutoire de plein droit à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées.

Le Conseil adopte par :

- 11 voix « Pour »
- 3 voix « Contre »
- 1 Abstention

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	3
<i>Abstention</i>	1

6. INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Mr le Maire invite les élus à prendre connaissance du nouveau plan DPU présent dans leur dossier sur table. Ce nouveau plan a été réalisé suite à une erreur de plume de l'urbaniste Urbi & Orbi concernant le traçage dans la zone Actinove.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Zimerli demande pourquoi les zones sportives ne font pas partie des secteurs potentiellement préemptables. Mr le Maire dit que si l'on veut étendre le droit de préemption, il est possible de le faire. Il rappelle l'historique sous un précédent mandat en 1987.

Mr Manié demande si le PLU devait être corrigé dans le futur pour un recours ou autre chose, le zonage du droit de préemption serait-il corrigé ?

Mr le Maire répond que sauf si une zone qui était U devient A (ou le contraire), effectivement, il y aurait une autre carte qui serait attachée.

DELIBERATION 15/05/04 : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN.

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que le droit de préemption urbain est prévu par les dispositions des articles L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Ce droit offre la faculté pour une collectivité publique d'acquérir prioritairement un bien, ou les droits immobiliers y relatifs, à l'occasion d'une vente à titre onéreux dans des zones préalablement déterminées, dans le but de réaliser une opération d'intérêt général. Dans ce cadre, la commune peut notamment faire usage de ce droit pour les opérations et actions suivantes :

- l'aménagement d'un projet urbain ;
- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat ;
- l'organisation du maintien, de l'extension ou de l'accueil des activités économiques ;
- le développement des loisirs et du tourisme ;
- la réalisation d'équipements collectifs ou de locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- la lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- une opération de renouvellement urbain ;
- la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels.

Il est rappelé que le droit de préemption urbain simple de la commune n'a vocation à s'appliquer que sur les zones urbaines et à urbaniser de la commune.

Par les délibérations du 12 octobre et du 7 décembre 1987, le conseil municipal de la commune de THIL a décidé d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et la zone NAX du plan d'occupation des sols de la commune.

Compte tenu de l'approbation du plan local d'urbanisme, il est aujourd'hui nécessaire de confirmer ce droit de préemption urbain et de l'instituer sur l'ensemble des zones urbaines (zones U) et à urbaniser (zones AU) identifiées au plan local d'urbanisme et selon la carte de définition du périmètre du droit de préemption urbain ci-annexée.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1 et suivants,

- Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 octobre et du 7 décembre 1987 instituant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et NA du POS,
- Vu le plan local d'urbanisme approuvé et la carte de définition du périmètre du droit de préemption ci-annexée,
Après en avoir délibéré, le conseil décide
- D'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (zones U) et à urbaniser (zones AU) du plan local d'urbanisme et suivant la carte de définition du périmètre du droit de préemption ci-annexée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document ou acte s'y rapportant ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.211-2 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et une mention de cette délibération sera publiée dans deux journaux diffusés dans le département ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.211-3 du Code de l'urbanisme, la présente délibération et son annexe seront notifiées au directeur départemental des finances publiques, au Conseil supérieur du notariat, à la Chambre départementale des notaires de l'AIN, au Bâtonnier du barreau de BOURG EN BRESSE et au greffe du Tribunal de grande instance de BOURG EN BRESSE ;
- Cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune ;
- La **présente** délibération est exécutoire de plein droit à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées.

Le Conseil adopte par :

- 12 voix « Pour »
- 0 voix « Contre »
- 3 Abstentions

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

Mr Manié souligne que c'est par souci de cohérence avec la délibération précédente (PLU) qu'ils s'abstiennent.

7. MARCHE P.L.U. – AVENANT N° 1

Mr Maisonnas souligne que la démocratie a un coût. Le marché PLU avait été signé pour 30 mois et 48 mois ont été nécessaires pour le terminer, 21 réunions étaient prévues, 25 ont eu lieu, trois OAP étaient prévues, quatre ont été traitées, les différents changements au sein du Conseil Municipal ont apporté des modifications en matière de PADD, du zonage et du règlement. Cela génère un coût supplémentaire de 6.850 € H.T.

Mr Maisonnas donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié note qu'un certain nombre d'erreurs sont dues à Urbi & Orbi et qui ont généré un peu plus de travail. Certaines erreurs de zonage, certaines erreurs d'écriture de règlement. Il demande si cela a été négocié dans le cadre de l'avenant.

Mr Maisonnas répond que trois entretiens sur ce sujet ont eu lieu avec Urbi & Orbi. Ils ont reconnu qu'il fallait partager entre la réalité des faits et ce qu'ils ont fait en plus à la demande de la commune. Il est donc normal de les payer, mais les élus ont âprement négocié. Il précise que le premier devis annoncé était de l'ordre de 15.000 €, donc bien plus cher.

DELIBERATION 15/05/05 : AVENANT N° 1 AU MARCHE PLU

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle que la société Urbi et Orbi s'est vu confier, à la suite d'un appel d'offres, la mission d'élaboration du PLU de Thil prescrit par la délibération n°10/02/07 du 11 mars 2010. Cette mission a débuté en octobre 2011.

La durée initiale du marché était fixée à 30 mois, soit une fin du marché prévue initialement en avril 2014. L'approbation du PLU en novembre 2015 implique un retard de 18 mois associé à une augmentation de la masse des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de passer un avenant n°1 au marché.

Les détails relatifs à l'avenant proposé à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,
Approuve l'avenant n°1 portant :

1° prolongation du délai du marché de 18 mois

2° modification du taux de TVA,

3° augmentation de la masse des travaux :

-Travaux supplémentaires prévus au marché (options 3-7-8) pour un montant de : 3600 € HT

- Travaux supplémentaires non prévus au marché selon le détail figurant à l'avenant pour un montant de : 3250 € HT

- Approuve la passation de l'avenant n° 1 détaillé dans l'annexe jointe à la présente délibération portant le montant total du marché à **51 297,75 €HT**

- Autorise Mr le Maire à signer et à exécuter ledit avenant au marché et les documents y afférent.

Les dépenses sont mandatées à l'article 2031, opération 139 du budget de l'exercice en cours.

- Annexe à la délibération n° 15.05.05 -

DEPARTEMENT DE L'AIN

Commune de THIL

Dossier de Marché Public : Révision PLU de THIL

Montant du marché : 44.447,75 € HT / 53.159,51 € TTC.

AVENANT N° 1

Au marché notifié le 30 novembre 2011

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La commune de THIL représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, son maire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'une part, et

URBI & ORBI, rue de Belfort – 69004 LYON

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article I – Définition de l'avenant

Prolongation du délai du marché, application du taux de TVA à 20% aux prestations du marché à compter du 1^{er} janvier 2014 et augmentation de la masse des travaux.

Article II – Modification de la mission de maîtrise d'œuvre et du montant du marché

Le délai du marché relatif à la révision du PLU de la commune de Thil est porté de 30 à 48 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

Le taux de TVA applicable aux prestations a été porté à 20% à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

- Réalisation de l'OAP 4
- Tenue d'une réunion publique
- Réunions de travail supplémentaires
- Mise à jour du PADD
- Mise à jour des OAP
- Mise à jour du Zonage et du Règlement

Les tableaux ci-après récapitulent les modifications apportées durant le marché et les modifications financières engendrées.

Selon devis du 25 juin 2014 et des prix des prestations supplémentaires prévues au marché.

DESIGNATION	PRIX H.T.
O.A.P. n° 4	2.250 €
Réunion Publique	600 €
3 Réunions supplémentaires (PU HT : 250 €)	750 €

Pour un montant total de : 3600 € HT

Selon devis du 04 novembre 2015

- Notification d'un nouveau prix :
Prestation d'une journée de travail d'un urbaniste : PU HT: 500 €
- Prestations supplémentaires non prévues au Marché :

DESIGNATION	PRIX H.T.
Mise à jour PADD (2 jours de travail d'urbaniste x 500 € HT)	1.000 €
Mise à jour OAP (2,5 jours de travail d'urbaniste x 500 € HT)	1.250 €
Mise à jour Zonage et règlement (1,5 jour de travail d'urbaniste x 500 € HT)	750 €
Une Réunion supplémentaire (PU HT : 250 €)	250 €

Pour un total de 3250 € HT

Le nouveau montant du marché est donc de **51 297,75 € HT**.

Toutes les autres conditions du marché ne sont pas modifiées par le présent avenant et restent en vigueur.

Fait à THIL, le

Lu et accepté
L'entreprise

Le Maire

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	1
<i>Abstentions</i>	2

Mr Manié explique qu'il vote contre car il existe encore des erreurs de zonage sur les plans actuels.

8. MARCHE VIDEO PROTECTION – AVENANT N° 2

Mr Thuot explique qu'à la demande de la Trésorerie de Montluel, il convient de réécrire l'avenant au Marché en annulant l'avenant n° 1 et en établissant l'avenant n° 2 selon la forme souhaitée. Il souligne que cela ne change ni les montants, ni les prestations.

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

Mme Semay demande ce qui a changé entre l'avenant n° 1 et l'avenant n° 2.

Mr Thuot précise que c'est uniquement sur la forme. Le Percepteur souhaitait que le montant porté sur le Marché soit supérieur au montant total des commandes. Mr Thuot rappelle qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes donc nous aurions pu ne mentionner aucun montant.

DELIBERATION 15/05/06 : MARCHE VIDEO PROTECTION - AVENANT N° 2

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur rappelle la délibération n° 15.03.07 du 29 juin 2015 portant sur la révision de prix et le vote de l'avenant n° 1 justifié par la création de nouveaux prix relatifs à la fourniture et l'installation de panneaux d'information (information légale) prix n° 220 pour un montant de 190 €HT soit 228 €TTC, la fourniture et à la mise en œuvre d'une station de travail et d'un écran pour un montant de 1280,95 € HT soit 1537,14 € TTC et le montant total des commandes à 32 258,00 € HT soit 38 709,60 € TTC.

Il informe que l'avenant n° 1 n'était pas dans la forme souhaitée par la Trésorerie, il y a lieu de l'annuler et de délibérer sur un avenant n° 2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de passer un avenant n°2 au marché.

Les détails relatifs à l'avenant proposé à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- Annule l'avenant n°1 portant création de trois nouveaux prix relatifs :

- à la fourniture et l'installation de 8 panneaux d'information pour un montant de 190 € HT soit 228 € TTC l'unité, pour un total de 1.824 € TTC,
- à la fourniture et mise en œuvre d'une station de travail pour un montant de 1125,00 € HT soit 1350 €TTC,
- à la fourniture et la mise en œuvre d'un écran pour un montant de 155,95 € HT soit 187,14 €TTC.

- Approuve la passation de l'avenant n° 2 détaillé dans l'annexe jointe à la présente délibération,

- Autorise Mr le Maire ou son représentant à signer et à exécuter ledit avenant n° 2 au marché et les documents y afférent.

- Annexe à la délibération n° 15.05.06 -

DEPARTEMENT DE L'AIN
Commune de THIL

Marché de travaux à bons de commande Installations de vidéosurveillance -
vidéoprotection

Montant du marché : 37 042.80 € TTC.

AVENANT N°2

Au marché notifié le 27 octobre 2014

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La commune de THIL représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, son maire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'une part, et

INEO INFRACOM, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 5 chemin de la Brocardière 69573
DARDILLY

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Définition de l'avenant

Annulation de l'avenant N°1, création de nouveaux prix au marché et augmentation du montant du marché

Article II – Modification de la mission de maîtrise d'œuvre et du montant du marché

Les prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

- Panneaux d'informations
- Station de travail Pro DELL T1700, XEON 3E 1220, 4Go Ram, carte graphique K600,
- Moniteur 23,6 pouces

Les tableaux ci-après récapitulent les modifications apportées durant le marché et les modifications financières engendrées :

- Bon de commande 2562 à l'établissement du marché :

Montant du bon de commande			
DESIGNATION DES OUVRAGES	TOTAL SERIE	TVA	TTC
Série 100 Etudes et dossiers	1 191.23 €	238.25 €	1 429.48 €
Série 200 Fournitures, installation et mise en service	20 465.40 €	4 093.08 €	24 558.48 €
Série 300 Raccordements et programmations	6 500.76 €	1 300.15 €	7 800.91 €
Série 400 Formation	912.37 €	182.47 €	1 094.84 €
Total général	29 069.76 €	5 813.95 €	34 883.71 €

- Prestations supplémentaires demandées à l'entreprise:
- Notification de ces trois prix nouveaux.

220.00	Panneaux d'information	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un panneau d'information	190.00 €
221.00	Station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une station de travail telle que définie à l'avenant N°2	1 125.00 €
222.00	Ecran pour station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un écran tel que défini à l'avenant N°2	155.95 €

Bon de commande 2627

207.00	Caméra mini dôme	
	L'unité	515.41 €
211.00	Fixation caméra sur support existant (poteau ou mur)	
	Ce prix rémunère la fourniture, la pose d'une caméra sur un mur ou sur un poteau, il comprend les accessoires correspondant et la coordination avec les services de la mairie.	
	L'unité	373.43 €
301.00	Raccordement d'une caméra	
	Ce prix rémunère le raccordement d'une caméra d'une part à l'énergie et d'autre part au réseau Ethernet sur une longueur de 30 m	
	L'ensemble	1 018.45 €
221.00	Station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une station de travail telle que définie à l'avenant N°2	1 125.00 €
222.00	Ecran pour station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un écran tel que défini à l'avenant N°2	155.95 €

Pour un montant HT de **3 188,24 €**

Le nouveau montant est de

DESIGNATION DES OUVRAGES	TOTAL SERIE	TVA	TTC
Série 100 Etudes et dossiers	1 191.23 €	238.25 €	1 429.48 €
Série 200 Fournitures, installation et mise en service	22 635.19 €	4 527.04 €	27 162.23 €
Série 300 Raccordements et programmations	7 519.21 €	1 503.84 €	9 023.05 €
Série 400 Formation	912.37 €	182.47 €	1 094.84 €
Total général	32 258.00 €	6 451.60 €	38 709.60 €

Le bordereau de prix, le détail estimatif et le récapitulatif sont joints en annexes. Ils reprennent la totalité des commandes.

Toutes les autres conditions du marché ne sont pas modifiées par le présent avenant et restent en vigueur.

Lu et accepté
L'entreprise

Fait à THIL, le

Le Maire

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. ACQUISITION TERRAIN D'ASSIETTE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT (INDIVISION CHENEVARD)

Mr Maisonnas rappelle qu'une station au Clos des Platanes a été créée sur un terrain qu'il convient d'acquérir. Cette acquisition est financée par le PUP du promoteur.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Zimerli précise qu'il aurait été bien de faire une parcelle carrée.

Mr Manié demande pourquoi cela a été aussi tardif.

Il lui est répondu que plusieurs échanges téléphoniques ont été nécessaires auprès des Notaires des deux parties afin que le dossier puisse être enfin finalisé.

Mr Manié s'assure que l'acquisition du terrain est financée par le PUP, mais s'étonne que l'indemnité d'éviction du fermier soit supportée par la commune.

Mr Maisonnas lui confirme que l'indemnité d'éviction du fermier est supportée aussi par le PUP (Promoteur).

DELIBERATION 15/05/07: ACQUISITION TERRAIN D'ASSIETTE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT (INDIVISION CHENEVARD)

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle que le Conseil municipal en ses séances du 12 juin 2013 et 04 décembre 2013 a approuvé la promesse de vente des terrains d'assiette du réseau d'assainissement (indivision CHENEVARD) et a donné autorisation au Maire aux fins de signature de la dite promesse de vente.

Saisi afin d'estimer le prix d'acquisition du terrain, FRANCE DOMAINE a rendu un avis le 10 juin 2013, au terme duquel l'estimation est entre 0,50 et 1 € TTC pour une emprise de 1.000 m² environ, soit un prix moyen de 0,75 € / m².

Cette emprise appartenant à l'indivision CHENEVARD, la commune a pris l'attache des représentants de l'indivision afin de négocier l'acquisition du terrain. Les parties ont convenu d'un prix de 1 € / m².

Le prix convenu correspond à l'estimation de FRANCE DOMAINE.

Il convient de réitérer cette promesse de vente dans les termes suivants :

- acquisition de la parcelle appartenant à l'indivision CHENEVARD, cadastrée ZB 162 pour une superficie de 1.189 m² à prendre dans la parcelle de plus grande superficie cadastrée ZB 143
- régularisation d'une servitude de passage et d'une servitude de passage de tréfonds pour les réseaux sur une bande de largeur de 5 mètres,

La commune versera une indemnité d'éviction de Mr Claude BARBET, agriculteur, d'un montant de 913,63 euros.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur ;
Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré :

1. Approuve l'acte de vente à conclure entre l'indivision CHENEVARD et la commune de Thil pour l'acquisition de la parcelle cadastrée ZB n° 162 provenance de la parcelle ZB 143, pour un prix total de 1.189 € TTC, pour une emprise de 1.189 m², soit un prix de 1 € / m².
2. Autorise Monsieur le Maire à signer ledit acte.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. ADHESION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE PREMIERE ANNEE

Mr Maisonnas souligne que ce dossier a été présenté en Commission Générale. Il rappelle qu'un prêt avait été souscrit en 2007 pour l'aménagement de la Place pour un montant de 350.000 € à 4,71 % auprès du Crédit Agricole. En 2011, le prêt a fait l'objet d'une renégociation et son taux est passé à 4,27 %. Aujourd'hui le Crédit Agricole refuse une renégociation du prêt.

Par conséquent, nous avons fait appel à deux autres organismes bancaires : la Banque Postale et l'AFL. C'est avec cette dernière qu'il propose de travailler.

L'AFL a été créée en 2013 suite aux déboires qu'ont eus les banques. L'Etat a imposé aux banques d'être une banque de dépôt ou une banque de crédit. Les grosses collectivités ont eu l'idée de créer une banque par et pour les collectivités. Les normes financières sont assez rudes. La commune a été cotée à 2,48 sur une échelle de 1 à 7. La commune de par son adhésion, participe au capital à hauteur de 3.000 €. Lorsque la commune souhaitera se retirer, elle revendra ses actions pour un montant de 3.000 €. L'objectif est d'emprunter à l'AFL pour rembourser l'emprunt au Crédit Agricole. Nous avons obtenu un taux de 1,05 % sur 10 ans. Ce qui ferait, malgré les pénalités de remboursement anticipé, une économie d'environ 15.000 €.

Il propose à l'Assemblée de réduire de 12 à 10 ans la durée de l'emprunt. Chaque collectivité va se porter garante à hauteur de son encours. L'AFL est composée de deux parties, une holding qui est elle-même caution de l'AFL, et toutes les collectivités qui en font partie. Ce sont des banquiers professionnels dédiés aux collectivités. Il rappelle que dans l'avenir, de gros chantiers se préparent et qu'il est possible que la commune fasse appel à l'AFL. Pour information la Banque Postale proposait un taux à 1,80 %.

DELIBERATION 15/05/08: ADHESION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE PREMIERE ANNEE

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur expose que Vu l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales,
Vu le livre II du code de commerce,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu les annexes à la présente délibération ;

Entendu le rapport présenté par Monsieur le 1^{er} Adjoint,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil décide :

1. d'approuver l'adhésion de la commune de THIL à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
2. d'approuver la souscription d'une participation de la commune de THIL au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de 3.000 euros, établi sur la base des Comptes de l'exercice [n-2] de la commune de THIL :
 - en incluant le budget annexe suivant : *Assainissement (M49)*
3. d'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 [section Investissement] du budget de la commune de THIL,
4. d'autoriser le Mr le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes : *avec un paiement en une fois à savoir 3.000 € réglés par Mandat Administratif sur l'exercice budgétaire 2015.*
5. d'autoriser le Mr le Maire à signer le contrat de séquestre ;
6. d'autoriser le Mr le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte ;
7. d'autoriser le Mr le Maire à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune de THIL à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
8. de désigner **Mr Bruno LOUSTALET**, en sa qualité de Titulaire, et **Mr Philippe MAISONNAS**, en sa qualité de Suppléant, en tant que représentants de la commune de THIL à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;
9. d'autoriser le représentant titulaire de la commune de THIL ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;
10. d'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de la commune de THIL dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :
 - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2015 est égal au montant maximal des emprunts que la commune de THIL est autorisée à souscrire pendant l'année 2015;
 - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la commune de THIL pendant l'année 2015 auprès de l'Agence France augmentée de 45 jours.
 - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
 - si la Garantie est appelée, la commune de THIL s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
 - le nombre de Garanties octroyées par la commune de THIL au titre de l'année 2015 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget 2015, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans le ou les actes d'engagement ;

11. d'autoriser le Mr le Maire, pendant l'année 2015, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune de THIL, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;
12. d'autoriser le Mr le Maire à :
 - i. prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune de THIL à certains créanciers de l'Agence France Locale ;
 - ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;
13. d'autoriser le Mr le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 15/05/09 : ADHESION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE PREMIERE ANNEE

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle l'information faite en Commission générale le 22 Octobre 2015 quant au remboursement anticipé du prêt n° 00000176354 souscrit auprès du Crédit Agricole Centre Est..
Son refinancement se traduit par une dépense donnant lieu à un décaissement effectif et sera suivi de la souscription d'un nouvel emprunt aux conditions plus favorables.

Monsieur le Rapporteur rend compte au Conseil de ses démarches quant à la mise en concurrence de 2 établissements bancaires l'Agence France Locale et la Banque Postale, (cf annexe à la présente délibération).

Il apparaît que la proposition de prêt de l'Agence France locale présente les conditions économiques les plus avantageuses pour la commune. Les termes en sont rappelés ci – après :

Les caractéristiques du prêt proposé par l'A.F.L. sont :

- montant de 280.301,03 €
- durée de 10 ans
- taux de 1,05 %.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur et après en avoir délibéré :

DECIDE :

- de contracter un emprunt à hauteur de 280.301,03 euros auprès de l'Agence France Locale.
- d'effectuer le remboursement anticipé du prêt n° 00000176354 auprès du CACE.
- de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes opérations pour l'exécution de la présente délibération.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 15/05/10 : REMBOURSEMENT ANTICIPE D'EMPRUNT AUPRES DU CACE

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle que la Commune contracte pour financer ses équipements, des emprunts à long terme à taux fixe ou à taux révisable selon les conditions offertes par les établissements bancaires au moment de la conclusion.

Or, la Commune cherche également en permanence à limiter la charge financière de sa dette et à rembourser, par anticipation, les prêts aux conditions élevées lorsque le marché connaît des périodes de baisse des taux et de marges sur index.

Ces opérations peuvent être soumises au versement d'une indemnité de remboursement anticipé en contrepartie de la perte occasionnée pour l'organisme prêteur initial.

L'opportunité de réaliser l'opération porte sur l'analyse des conditions de refinancement et du niveau d'indemnité de manière à déterminer si l'opération présente un intérêt budgétaire actualisé sur la totalité de la durée résiduelle de l'emprunt, ce qui est le cas au regard de l'offre de financement proposée par l'AFL.

Afin de procéder au remboursement anticipé à l'échéance du 1er décembre 2015, de l'emprunt souscrit auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST n° 00000176354, il est nécessaire d'autoriser par délibération Mr le Maire à procéder à cette dépense.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- dit que l'emprunt n° 00000176354 sera remboursé par anticipation à la date d'échéance du 1er décembre 2015 pour un montant restant dû à cette même date de 239.847,78 € avec une indemnité de 38.746,33 € et des intérêts intercalaires de 1.706,92 €,

- Autorise Mr le Maire à signer tout document y afférent.

La dépense sera mandatée respectivement aux articles 1641, 6688 et 661 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire rappelle que ces trois délibérations ont été vues en Commission Générale.

Mr Maisonnas souligne qu'il s'agit d'une économie de 15.857 € et deux ans d'amortissement en moins.

Mr Maisonnas explique qu'il convient de faire deux Décisions Modificatives pour les écritures liées à l'emprunt auprès de l'AFL, et au remboursement d'emprunt au CACE.

DECISION MODIFICATIVE N° 8

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 1641 : Emprunts en euros		280 301.03 €
TOTAL D 16 : Remboursement d'emprunts		280 301.03 €
R 1641 : Emprunts en euros		280 301.03 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées		280 301.03 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DECISION MODIFICATIVE N° 9

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 022 : Dépenses imprévues fonctionnement	40 453.25 €	
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	40 453.25 €	
D 6611 : Intérêts des emprunts dettes		1 706.92 €
D 668 : Autres charges financières		38 746.33 €
TOTAL D 66 : Charges financières		40 453.25 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

11. REDEVANCE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX DE GAZ

Mr Maisonnas explique qu'après Orange, la commune va percevoir une indemnité de GDF dans le cadre de la RODP de l'ordre de 450 € annuels.

Mr Thuot demande comment est calculée la longueur en mètres.

Mr Maisonnas lui répond qu'il serait intéressant de se renseigner auprès du SIEA. Mr Thuot va les contacter.

DELIBERATION 15/05/11 : MISE EN PLACE D'UNE REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX DE GAZ

Rapporteur : Philippe Maisonnas

M. le Rapporteur donne connaissance au Conseil du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de gaz.

Monsieur le Rapporteur propose au Conseil de fixer le montant de la redevance pour occupation provisoire du domaine public au taux maximum de 0,35 €/mètre de canalisation prévu au décret visé ci-dessus et sur les base des éléments de calcul suivants :

Montant de la redevance $PR' = 0,35 \text{ €} \times L$

Où :

PR', exprimé en euros, est le plafond de redevance due, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par l'occupant du domaine ;

L représente la longueur, exprimée en mètres, des canalisations construites ou renouvelées sur le domaine public communal et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré :

ADOpte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation provisoire du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz ; cette redevance est instaurée dès 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 15/05/12 : MONTANT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION DE GAZ**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un décret du 2 avril 1958.

L'action collective des syndicats d'énergie, a permis la revalorisation de cette redevance.

Monsieur le Rapporteur donne connaissance au Conseil du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Il propose au Conseil :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;
- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323 ;
- que la redevance due au titre de 2015 soit fixée en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1er janvier de cette année, soit une évolution de 16 % par rapport au montant issu de la formule de calcul du décret précité.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

ADOpte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

12. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX PECHEURS THILOIS

Mme Semay rappelle que les JEP sur Thil (Journées Européennes du Patrimoine) étaient organisées cette année principalement par Mme Borrel-Jeantan et les pêcheurs Thilois. L'accueil des visiteurs a

généralisé des frais pour cette association. Cette dernière sollicite donc l'octroi d'une subvention exceptionnelle à hauteur des frais engagés à savoir 158 €.

Elle donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 15/05/13 : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ORGANISATION DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE
Rapporteur : Yannick Semay

Madame le Rapporteur informe le Conseil que l'Association les Pêcheurs Thilois a sollicité l'octroi d'une subvention exceptionnelle pour couvrir les frais d'animation spécifiques à l'attention des visiteurs dans le cadre de l'organisation des journées européennes du patrimoine 2015.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- . Approuve l'octroi d'une subvention exceptionnelle à l'Association des Pêcheurs Thilois couvrant les frais d'animation spécifique à l'attention des visiteurs,
- . dit que le règlement de la dite subvention sera mandaté à l'article 6574 du budget de l'exercice en cours sur présentation des justificatifs par l'Association et dans la limite de 158,00 euros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

13. AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (Ad'AP)

Mr Maisonnas rappelle qu'il y a quelques années que les communes sont encouragées à faciliter le déplacement et l'accès aux bâtiments publics, des personnes à mobilité réduite.

Des travaux de voirie ont déjà eu lieu sur la commune, comme l'élargissement des trottoirs, les bateaux plus accessibles, bandes podotactiles...

Cela concernera la Mairie, la salle polyvalente, l'école, le stade, l'église et éventuellement le cimetière. La Préfecture nous demande d'établir un agenda.

L'étude faite par le Cabinet SOLEUS (sous le mandat précédent) a servi de base pour établir cet agenda. Dans un premier temps, l'accessibilité portera sur la Mairie, la salle polyvalente et l'école (dans les trois prochaines années).

Compte tenu des coûts, l'accessibilité pour l'église et le stade aura lieu entre 2019 et 2021.

Pour la Mairie, la salle polyvalente et l'école, les travaux à réaliser sont bénins, par exemple revoir la pente de la rampe d'accès à la Mairie...

Par contre pour le vestiaire du stade, une estimation de l'ordre de 64.000 € a été faite, ce qui justifie que les travaux ne se feront pas dans l'immédiat.

Mr Maisonnas donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 15/05/14 : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ORGANISATION DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE
Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Maire expose que la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), de catégories 1 à 5, soient accessibles à tous les usagers et ce quel que soit le type de handicap, avant le 1er janvier 2015.

A ce jour, la majorité des propriétaires et des collectivités sont en retard et ne pourront respecter cette échéance.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité en contrepartie d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmée, également nommé Ad'AP, calendrier budgétaire des travaux de mise en accessibilité restants.

Ainsi, prenant en compte les évolutions réglementaires récentes, la commune de THIL s'engage dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP), pour son patrimoine d'Etablissements Recevant du Public et d'Installations Ouvertes au Public restant à mettre en accessibilité. L'AD'AP de la commune a été déposé auprès du Préfet du département de l'Ain avant le 27 septembre 2015.

Le conseil municipal,

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, modifiée par la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 ;

VU le Projet d'Ad'Ap élaboré;

Après en avoir délibéré,

- APPROUVE l'agenda d'accessibilité programmé élaboré;
- Donne quitus à Mr le Maire pour sa signature,
- VALIDE le dépôt par la Commune de l'Ad'AP auprès de la DDT de l'Ain le 25 septembre 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

14. AGENDA

Mr le Maire rappelle aux élus que le Noël du Personnel Communal aura lieu le 12 décembre prochain et les invite à prendre connaissance du courrier figurant dans les dossiers sur table.

Il rappelle les réunions de la Commission Générale

- . du 19 novembre prochain portant sur les problématiques de la petite enfance,
- . du 26 novembre prochain portant sur les problématiques assainissement

Il informe que d'autres réunions seront nécessaires concernant le projet présenté par Mr le Préfet, relatif au schéma départemental de coopération intercommunale pour lequel les communes doivent délibérer avant le 19 décembre prochain.

Il informe que la semaine dernière, un courrier émanant du Département du Rhône, relatif à la fusion de deux syndicats au sein du Symalim nous a été adressé en Mairie et que la CCMP entre dans les instances dirigeantes du Symalim.

Mr Manié demande pourquoi ce Conseil Municipal n'a pas été annoncé sur Fil Info comme c'est le cas d'ordinaire.

Mr Caplat répond qu'il y a pensé seulement deux jours avant et qu'il était trop tard. Il note cependant que l'information était diffusée sur les panneaux lumineux et le site de la commune. Il souligne que c'était seulement la 2^{ème} ou 3^{ème} fois que l'information était diffusée sur le Fil Info.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le vendredi 13 novembre 2015 à 20 h 50
Stopper l'enregistrement»*